

Urgence sanitaire au Burkina Faso : Accès limité à l'eau, aux services de santé et aux moyens de subsistance

Avril 2024 | Burkina Faso

MESSAGES CLÉS

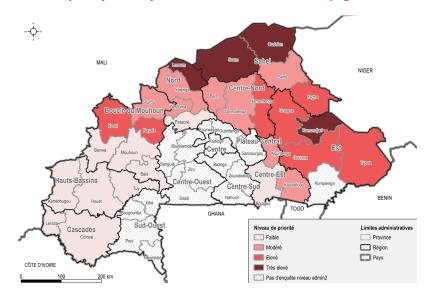
- **Vulnérabilité des ménages** : La crise de santé publique au Burkina Faso est multidimensionnelle, avec la moitié des ménages connaissant des difficultés telles que des hausses de prix et des réductions de revenus, impactant sévèrement la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, et l'accès aux services de base, notamment aux services de santé. Les ménages déplacés sont particulièrement affectés.
- **Urgence en matière d'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)**: La quasi-totalité des ménages déplacés (PDI) présente des besoins en EHA, avec des défis critiques d'accès à l'eau, des tensions aux points d'eau et des défis d'assainissement mettant en danger la santé publique. L'assistance en eau demeure limitée¹.
- Des provinces particulièrement affectées au Sahel, au Nord et à l'Est : L'évaluation des besoins révèle des besoins criants en santé publique particulièrement dans l'Oudalan et le Soum (Sahel), la Komondjari (Est) et le Loroum (Nord).
- **Approche intégrée pour une réponse efficace** : La coexistence des besoins en EHA, sécurité alimentaire, moyens de subsistance, santé et nutrition souligne l'importance d'une analyse multisectorielle des besoins, d'une mobilisation des ressources et d'une réponse intégrée, particulièrement envers les ménages dirigés par des femmes et les déplacés.

OBJECTIF

Depuis 2020, REACH met en place une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) au Burkina Faso pour appuyer la communauté humanitaire dans l'identification des besoins des populations. A partir des résultats de la MSNA 2023, la présente analyse a pour objectif de :

- Comprendre les défis de santé publique rencontrés par les ménages au Burkina Faso, afin de saisir l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontés les populations.
- 2. Identifier les populations les plus touchées et les zones géographiques les plus vulnérables pour chaque défi de santé publique, et comprendre quels sont les groupes et les régions qui nécessitent une attention particulière.
- 3. Reconnaître l'urgence d'une réponse coordonnée et renforcée pour répondre aux besoins essentiels de la population, en mettant l'accent sur l'importance d'une assistance humanitaire efficace et d'une mobilisation accrue des ressources.

Carte 1 | Provinces par niveau de priorité pour une réponse intégrée en santé publique (analyse multisectorielle détaillés en page 2)





Analyse intégrée : Zones de vigilance en santé publique au Burkina Faso

Une approche d'analyse intégrée a été appliquée, en attribuant une note simple (1-4) à des indicateurs sélectionnés sur les résultats de santé publique (y compris la santé mentale, les besoins de santé, la consommation alimentaire²) et les facteurs contributifs (exposition aux chocs/risques, impact sur les biens et services, adaptation) sur la base des seuils de gravité proposés³. Ces seuils ont été choisis pour les besoins de cette analyse comparative et ne reflètent pas nécessairement des normes mondiales externes. Les scores ont ensuite été agrégés en fonction des résultats et des facteurs contributifs. Les 30 provinces évaluées lors de la MSNA 2024 ont été classées du score le plus élevé au score le plus bas en fonction des résultats des impacts sur les populations, afin de les classer en 4 grandes catégories : priorité très élevée, priorité élevée, priorité modérée et priorité faible.

Tableau 1 | Score de l'analyse intégrée en santé publique, par province

	Impact sur la population				Facteurs contributifs					Adaptation			Chocs						
Admin	Priorité	Score Impact	Score Facteurs Contributifs	Santé mentale	Consommation alimentaire - CH Novembre 2023	Consommation alimentaire - CH Mars 2024	Besoin en santé	Barrières physiques à l'accès au marché	Barrières pour acheter les articles sur le marché	Besoin de santé non- satisfaits	Sources d'eau non- améliorées	Installations sanitaires non- améliorées	Dispositifs de lavage des mains non-fonctionnels	Sources de revenus instables	Perte temporaire ou permanente d'emploi	Stratégie d'adaptation d'urgence	Choc - Insécurité / violence / raids / pillages	Déplacements - CONASUR Mars 2023	Prix alimentaires inhabituellement élevés
National				Modéré			Faible	Faible	Elevé	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Elevé	Modéré	Faible	Modéré		Modéré
Oudalan	1	10	14	Très élevé	Elevé	Elevé	Faible	Faible	Très élevé	Modéré	Faible	Elevé	Elevé	Elevé	Modéré	Modéré	Elevé	Très élevé	Modéré
Komondjari	2	10	12	Très élevé	Elevé	Elevé	Modéré	Modéré	Elevé	Faible	Faible	Elevé	Modéré	Très élevé	Très élevé	Faible	Très élevé	Très élevé	Très élevé
Loroum	2	10	12	Très élevé	Elevé	Elevé	Faible	Faible	Très élevé	Faible	Modéré	Faible	Elevé	Très élevé	Très élevé	Modéré	Très élevé	Très élevé	Très élevé
Soum	3	10	11	Très élevé	Elevé	Elevé	Faible	Modéré	Modéré	Faible	Faible	Faible	Très élevé	Très élevé	Très élevé	Très élevé	Elevé	Très élevé	Elevé
Yagha	4	9	16	Elevé	Elevé	Elevé	Modéré	Elevé	Elevé	Modéré	Faible	Elevé	Très élevé	Très élevé	Très élevé	Très élevé	Très élevé	Très élevé	Très élevé
Kossi	5	9	14	Très élevé	Elevé	Modéré	Faible	Faible	Elevé	Elevé	Modéré	Modéré	Elevé	Elevé	Modéré	Faible	Très élevé	Très élevé	Modéré
Nayala	6	9	12	Très élevé	Elevé	Modéré	Faible	Faible	Elevé	Modéré	Modéré	Faible	Elevé	Modéré	Modéré	Faible	Très élevé	Faible	Très élevé
Namentenga	7	9	11	Elevé	Elevé	Elevé	Faible	Modéré	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Faible	Faible	Modéré	Faible	Elevé	Très élevé	Elevé
Gnagna	7	9	11	Très élevé	Elevé	Modéré	Faible	Faible	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Elevé	Elevé	Faible	Très élevé	Elevé	Elevé
Gourma	7	9	11	Très élevé	Elevé	Modéré	Faible	Faible	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Très élevé	Très élevé	Modéré	Très élevé	Très élevé	Elevé
Тароа	8	9	10	Très élevé	Elevé	Modéré	Modéré	Faible	Elevé	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Elevé	Elevé	Modéré	Très élevé	Elevé	Elevé
Seno	9	8	13	Elevé	Elevé	Modéré	Faible	Modéré	Modéré	Modéré	Faible	Elevé	Elevé	Très élevé	Modéré	Faible	Elevé	Très élevé	Elevé
Sourou	10	8	11	Elevé	Elevé	Modéré	Faible	Modéré	Très élevé	Faible	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Elevé	Faible	Très élevé	Très élevé	Très élevé
Bam	11	8	9	Elevé	Modéré	Elevé	Faible	Modéré	Elevé	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Elevé	Faible	Très élevé	Très élevé	Très élevé
Kouritenga	12	7	13	Elevé	Modéré	Modéré	Faible	Faible	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Très élevé	Elevé	Modéré	Faible	Faible	Très élevé	Elevé
Sanmatenga	13	7	12	Modéré	Elevé	Modéré	Faible	Modéré	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Faible	Elevé	Faible	Modéré	Très élevé	Modéré
Zondoma	14	7	11	Elevé	Modéré	Modéré	Faible	Modéré	Modéré	Faible	Modéré	Modéré	Modéré	Elevé	Elevé	Faible	Elevé	Faible	Modéré
Yatenga	15	7	8	Elevé	Modéré	Modéré	Faible	Faible	Modéré	Faible	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Elevé	Modéré	Elevé	Très élevé	Modéré
Koulpelogo	16	6	12	Elevé	Faible	Modéré	Modéré	Faible	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Elevé	Très élevé	Elevé	Faible	Modéré	Elevé	Très élevé
Kénédougou	17	5	13	Elevé	Faible	Faible	Faible	Modéré	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Elevé	Très élevé	Faible	Faible	Faible	Modéré	Faible
Tuy	18	5	12	Elevé	Faible	Faible	Faible	Modéré	Elevé	Modéré	Faible	Modéré	Modéré	Très élevé	Faible	Faible	Faible	Très élevé	Modéré
Banwa	19	5	11	Elevé	Faible	Faible	Faible	Faible	Elevé	Faible	Modéré	Modéré	Modéré	Elevé	Modéré	Faible	Très élevé	Faible	Modéré
Mouhoun	19	5	11	Elevé	Faible	Faible	Faible	Faible	Elevé	Modéré	Faible	Modéré	Modéré	Très élevé	Modéré	Faible	Très élevé	Elevé	Modéré
Balé	20	5	10	Elevé	Faible	Faible	Faible	Faible	Elevé	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Très élevé	Modéré
Passore	20	5	10	Faible	Modéré	Modéré	Faible	Faible	Elevé	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Faible	Elevé	Faible	Faible	Faible	Faible
Kadiogo	21	5	6	Faible	Modéré	Modéré	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible	Très élevé	Faible
Comoé	22	4	12	Modéré	Faible	Faible	Faible	Modéré	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Modéré	Elevé	Faible	Faible	Elevé	Très élevé	Modéré
Houet	23	4	10	Modéré	Faible	Faible	Faible	Faible	Modéré	Faible	Faible	Modéré	Elevé	Très élevé	Faible	Faible	Faible	Très élevé	Modéré
Leraba	24	3	13	Faible	Faible	Faible	Faible	Modéré	Très élevé	Faible	Faible	Modéré	Elevé	Elevé	Faible	Faible	Faible	Faible	Modéré
Boulgou	25	3	12	Modéré	Faible	NA	Modéré	Faible	Elevé	Faible	Faible	Elevé	Elevé	Elevé	Modéré	Faible	Faible	Elevé	Elevé

Tableau 2 | Seuil de l'analyse intégrée

	Impact sur la population				Facteurs contributifs						Adaptation			Chocs		
Niveau de sévérité	Santé mentale	Consommation alimentaire - CH Novembre 2023	Consommation alimentaire - CH Mars 2024	Besoin en santé	Barrières physiques à l'accès au marché	Barrières pour acheter les articles sur le marché	Besoin de santé non-satisfaits	Sources d'eau non-améliorées	Installations sanitaires non- améliorées	Dispositifs de lavage des mains non-fonctionnels	Sources de revenus instables	Perte temporaire ou permanente d'emploi	Stratégie d'adaptation d'urgence	Choc - Insécurité / violence / raids / pillages	Déplacements - CONASUR Mars 2023	Prix alimentaires inhabituellement élevés
Très élevé	>60%	P4 IPC AFI	P4 IPC AFI	>60%	>60%	>90%	>15%	>60%	>60%	>90%	>15%	>60%	>15%	>15%	>20000	>60%
Elevé	>40%	P3 IPC AFI	P3 IPC AFI	>40%	>40%	>70%	>10%	>40%	>40%	>70%	>10%	>40%	<10%	>10%	>10000	>40%
Modéré	>20%	P2 IPC AFI	P2 IPC AFI	>20%	>20%	>50%	>5%	>20%	>20%	>50%	>5%	>20%	>5%	>5%	>5000	>20%
Faible	<=20%	P1 IPC AFI	P2 IPC AFI	<=20%	<=20%	<=50%	<5%	<=20%	<=20%	<=50%	<=5%	<=20%	<=5%	<=5%	<=5000	<=20%



Zones prioritaires

L'analyse des dix premières provinces en termes d'impact de santé publique sur la population montre que les provinces présentant une plus grande sévérité en ce qui concerne la consommation alimentaire et la santé mentale semblent également présenter une plus grande sévérité en ce qui concerne l'EHA (en particulier l'accès à des installations de lavage des mains fonctionnelles), la vulnérabilité aux chocs économiques et sécuritaires, ainsi que les stratégies d'adaptation d'urgence.

Les 4 premières provinces par impact sur la population correspondent à la situation de sécurité alimentaire projetée pour juin à août, prévue en Phase 4 - Urgence par le Cadre Harmonisé. Ces 4 provinces montrent des **proportions** importantes de ménages présentant des symptômes de détresse psychologique, et étant rapporté en phase 3 de l'IPC par le Cadre Harmonisé en novembre 2023 et mars 2024. Ces 4 provinces⁴ sont (tableau 3) :

Deux provinces à risque de dégradation

Lorsque l'on examine les dix premiers niveaux administratifs en termes de facteurs contributifs, nous pouvons signaler que les provinces du Kénédougou (Hauts-Bassins) et de la Léraba (Cascades), bien qu'historiquement moins touchées par la crise au Burkina Faso, semblent présenter une grande sévérité à cet égard, notamment en ce qui concerne les obstacles à l'achat d'articles sur le marché et de pauvres conditions d'hygiène. Bien que l'impact sur la population semble rester plus faible que dans d'autres provinces, et que le nombre de personnes déplacées reste également plus faible, ces niveaux administratifs doivent être surveillés car les ménages qui dépendent de revenus instables pourraient ne pas avoir accès à des stratégies d'adaptation durables.

1 Oudalan

Région du Sahel

La province de l'Oudalan présente des barrières importantes à l'achat d'articles sur les marchés principalement en lien avec l'absence de moyens de paiement, mais aussi une vulnérabilité accrue aux problèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Plus de 2/3 des ménages ont rapporté plus d'une heure d'attente au point d'eau pour collecter l'eau, et 1/3 des ménages déplacés pratiquent la défécation à l'air libre.

Z Komondjari

Région de l'Est

Les ménages de la Komondjari sont particulièrement vulnérables aux **chocs sécuritaires et économiques**. Ces derniers sont liés à l'**absence de sources de revenus stables** pour les ménages. La plupart des ménages rapportent en effet des revenus saisonniers de leurs propres productions (agriculture et élevage), avec plus de 2/3 des ménages rapportant une **pratique non optimale de l'agriculture en raison de l'insécurité**.

3 Loroum

Région du Nord

La grande majorité (88%) des ménages de la province du Loroum ont rapporté des chocs liés aux **prix inhabituellement élevés des aliments** dans les 3 mois précédant la collecte de données MSNA. Ces chocs soulignent une **vulnérabilité économique accrue** des ménages du Loroum, où la quasi-totalité (98%) des ménages ont rapporté qu'au moins un membre du ménage a perdu un emploi au cours des 6 mois précédant la collecte. Plus de 2/3 des ménages rapportent également des **temps d'attente trop longs pour accéder à l'infrastructure de santé**.

4 Soum

Région du Sahel

Les capacités d'adaptation d'une majorité des ménages de cette province semblent être presque épuisées, avec une grande majorité de ménages rapportant l'absence de sources de revenus stables, de nombreuses pertes d'emploi et l'utilisation de stratégies d'adaptation d'urgence. La province du Soum est parmi les provinces accueillant le plus de PDI avec presque 300 000 déplacés enregistrés au 31 mars 2023. Presque 20% des ménages déplacés ont rapporté avoir pratiqué la mendicité pour faire face au manque de nourriture.



Vulnérabilités économiques et sanitaires des ménages

L'analyse des données de la MSNA 2023 au Burkina Faso montre une vulnérabilité accrue des ménages à des chocs principalement économiques qui entravent la capacité des ménages à garantir leur sécurité alimentaire (52%), leurs activités de subsistance (22%) et l'accès aux services de base (18%). Cette analyse met en lumière les disparités de genre, avec deux tiers (65%) des ménages dirigés par des femmes ayant rapporté des chocs, comparativement à la moitié (50%) pour les ménages dirigés par des hommes⁵. L'insécurité était plus rapportée en tant que choc dans les régions de la Boucle du Mouhoun (27%) et de l'Est (25%).

L'évaluation des risques proposée par l'indice INFORM classe le Burkina Faso parmi les 12 pays les plus exposés à des chocs, en particulier dans les régions du Sahel, Nord, Centre-Nord, Est et de la Boucle du Mouhoun où les conflits et les déplacements forcés de population sont les plus prononcés et où les capacités d'adaptation sont faibles⁶.

Lors de la MSNA, les ménages ont rapporté des conditions problématiques en EHA, exposant ainsi leurs membres à des risques accrus de maladies. Parallèlement, ils ont fait état des difficultés d'accès aux services sociocommunautaires de base, soulignant l'impact de la pression démographique sur les infrastructures essentielles.

L'analyse des données MSNA⁷ en santé publique révèle des besoins des ménages dans plusieurs secteurs d'intervention humanitaire, illustrant la nature multidimensionnelle de la crise au Burkina Faso (tableau 3). Plus spécifiquement, de nombreux ménages (10%) font état de besoins simultanés en EHA, en protection, en éducation et en moyens d'existence. De même, les besoins en sécurité alimentaire et les besoins en santé coexistent avec ceux en protection, en EHA ou en moyens d'existence. Cette simultanéité des besoins souligne l'impératif d'une approche intégrée, prenant en considération les multiples défis auxquels sont confrontés simultanément les ménages burkinabè.



La moitié des ménages ont rapporté avoir connu des difficultés ou chocs dans les 3 mois précédant la collecte de données MSNA, principalement sous la forme de hausse des prix alimentaires et nonalimentaires et des réductions de revenus.

Graphique 1 | % de ménages ayant rapporté des chocs au cours de 3 mois précédant la collecte de données MSNA, par type de chocs

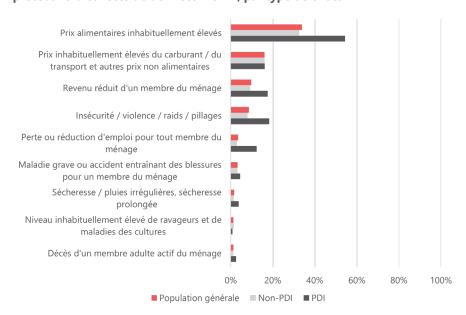


Tableau 3 | % de ménages ayant rapporté des manques en termes de niveau de vie (LSG) dans deux secteurs (co-occurrence des besoins)⁸

	Sécurité alimentaire	Moyens d'existence	ЕНА	Santé	Protection	Éducation	Abris
Sécurité alimentaire	9%	7%	7%	1%	8%	6%	3%
Moyens d'existence	7%	42%	32%	3%	33%	24%	8%
ЕНА	7%	32%	66%	3%	49%	35%	10%
Santé	1%	3%	9%	5%	3%	3%	1%



Demandes pressantes en sécurité alimentaire et moyens d'existence

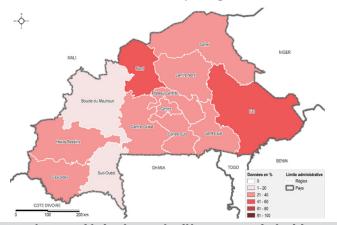
Dans l'identification de leurs trois priorités, hommes et femmes enquêté(e)s soulignent les **besoins liés aux** activités génératrices de revenus (homme : 70% | femme : 75%) et à l'accès à la nourriture (homme : 63% | femme : 67%).

Les analyses du Cadre Harmonisé (CH)¹⁵ pour la période de mars à mai 2024 indiquent que **8% de la population du Burkina Faso est en phase 3+** (crise ou plus), principalement dans les régions du Centre-Nord (Bam et Namentenga), du Nord (Loroum), de l'Est (Kompienga et Komondjari) et du Sahel (Soum, Oudalan et Yagha).

Consommation alimentaire : Préoccupations accrues pour les ménages déplacés au Burkina Faso

Selon les analyses MSNA à partir de la matrice FEWSNET¹⁴ sur la période juin-juillet 2023, à l'échelle nationale, 9% des ménages ont rapporté des besoins liés à la consommation alimentaire. Cependant, des disparités régionales sont observées, avec des besoins plus élevés dans le Sahel (25%), le Nord (17%), et le Centre-Nord (15%), et des besoins plus élevés pour les ménages déplacés (34%), en lien notamment avec une faim modérée rapportée par un tiers (29%) des ménages déplacés, indiquant une phase 3 – crise selon l'IPC. Bien que les besoins en lien avec la consommation alimentaire des ménages déplacés semblent avoir diminué par rapport à 2022 (54% des ménages déplacés rapportaient ces besoins lors de la MSNA 2022), cette amélioration ne masque pas la situation préoccupante dans le Nord (49%) et l'Est (42%).

Carte 2 | % de ménages ayant rapporté des besoins liés à la consommation alimentaire de phase 3+ d'après la matrice FEWSNET (données MSNA 2023), par région



Des ménages déplacés particulièrement vulnérables

Les besoins des ménages déplacés liés à la consommation alimentaire et aux moyens d'existence varient selon la durée de déplacement et selon les régions. Ces besoins concernent notamment les déplacements de moins de 3 mois dans la Boucle du Mouhoun et de plus de deux ans dans le Centre-Nord, le Nord, et le Sahel. Des besoins plus extrêmes en moyens d'existence sont rapportés par les ménages déplacés depuis plus de 2 ans au Sahel (60%) et ceux déplacés depuis moins de 3 mois dans le Centre-Nord (20%), la Boucle du Mouhoun (18%), le Centre (18%) et le Sud-Ouest (13%).

Précarité des moyens d'existence

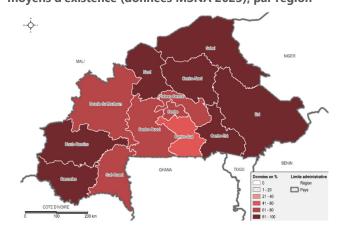
Les besoins relatifs aux moyens d'existence sont mesurés à travers l'indice des stratégies d'adaptation aux moyens d'existence (LCSI), les sources de revenus des ménages et les pertes d'emplois⁹. Ces besoins touchent presque la moitié (42%) des ménages, avec également une prévalence plus élevée chez les déplacés (87%). Ces besoins sont particulièrement prononcés à l'est et au sud-ouest du pays, où les ménages déplacés rapportaient des stratégies d'adaptation d'urgence, et cela particulièrement dans les Sites d'Accueil Temporaires (SAT). ³/₄ des ménages déplacés (70%) utilisent des stratégies d'adaptation face au manque de moyens d'existence (LSCI), parmi lesquels 9% mentionnent la mendicité. Ces résultats soulignent la nécessité d'interventions ciblées pour renforcer les moyens de subsistance et améliorer la résilience des ménages.

L'économie des ménages, en particulier ceux déplacés, se caractérise par une diversité limitée des sources de revenus. Plus de deux tiers (65%) des ménages déplacés ont rapporté ne pas avoir de source de revenu stable¹º, et plus de la moitié de ces ménages (57%¹¹) rapportaient devoir utiliser des stratégies d'adaptation de crise ou d'urgence. Cette fragilité économique est exacerbée par une diminution significative des revenus mensuels des ménages, notamment lorsque leur revenu principal est un travail occasionnel ou journalier (51%¹²). Les données du Suivi de la Situation Humanitaire (HSM)¹³ au Centre-Nord, Est, Nord et Sahel montrent également une diminution du nombre de localités où la majeure partie de la population avait accès à ses moyens de subsistance entre mai et décembre 2023, particulièrement dans le Centre-Nord et le Sahel.

1/3 des ménages ont rapporté une **diminution de revenu** dans les 30 jours précédant la collecte de données MSNA (PDI : 53%)

Les ménages consacrent une part substantielle de leur budget total à l'alimentation, exposant les ménages à des difficultés à absorber des hausses de prix alimentaires ou des baisses de revenus sans réduire leur consommation alimentaire et sans adopter des stratégies négatives impactant leurs moyens d'existence.

Carte 3 | % de ménages ayant rapporté des besoins liés aux moyens d'existence (données MSNA 2023), par région

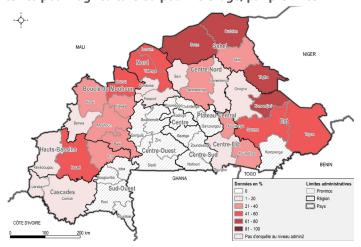




Disponibilité de la nourriture : Des obstacles dans l'agriculture, l'élevage et la disponibilité des produits sur les marchés

L'agriculture et l'élevage, des piliers traditionnels des moyens d'existence au Burkina Faso, sont entravés par divers obstacles, notamment des problèmes d'accès aux terres, l'insécurité, et le manque de moyens financiers. Presque la moitié (42%) des ménages a rapporté des difficultés à pratiquer l'agriculture, tandis qu'une même proportion (44%) a rapporté des obstacles dans la pratique de l'élevage. Ces défis sont particulièrement prégnants pour les ménages déplacés dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, de l'Est, et de la Boucle du Mouhoun. D'après les données du HSM, entre mars et octobre 2023, on constate une diminution du nombre de localités où la propre production agricole était rapportée comme source de nourriture principale, particulièrement au Nord et au Centre-Nord¹⁶.

Carte 4 | % de ménages ayant rapporté n'avoir pas accès à des terres pour l'agriculture ou pour l'élevage, par province



Le score de fonctionnalité des marchés (SFM) de l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM) pointe des problèmes d'approvisionnement des marchés et de disponibilité des articles sur les marchés¹⁷. Le SFM indique entre autres des problèmes significatifs dans les régions du Sahel, de l'Est, et de la Boucle du Mouhoun. La MSNA montre également que la non-disponibilité des articles affecte environ un tiers des ménages (Non-PDI : 26% | PDI : 32%).

Accès à la nourriture : Des revenus fragiles et une pression financière sur les ménages

Les difficultés rencontrées dans la pratique de l'agriculture et de l'élevage peuvent entre autres expliquer la dépendance de nombreux ménages à l'achat de nourriture sur les marchés (63%) ou à l'aide alimentaire en nature (12%) pour obtenir de la nourriture, au lieu de compter sur leur propre production (15%).

Il est crucial de souligner que si des problèmes d'accès physique aux marchés existent (un tiers des ménages déplacés (28%) a rapporté des obstacles pour se rendre sur les marchés), les obstacles économiques, tels que des articles trop chers (Non-PDI: 68% | PDI: 79%) prédominent.

Cette situation est corroborée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de juillet 2023¹⁸, démontrant une augmentation générale des prix. À Tougan notamment, la détérioration notable du fonctionnement du marché se manifeste, avec 99% des ménages ayant rapporté des obstacles à l'achat de produits en juin-juillet 2023 (MSNA), principalement attribuables aux prix élevés (91%) et à une disponibilité insuffisante des articles (61%). Les données de décembre 2023 de l'ICSM confirment cette dégradation, soulignant une détérioration de la fonctionnalité du marché de Tougan, avec un accès physique au marché en déclin.

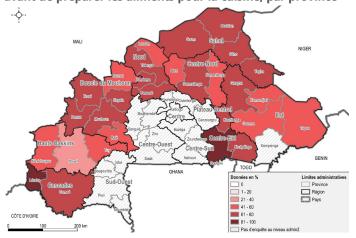
3/4 des ménages ont rapporté rencontrer des obstacles pour acheter les articles dont ils avaient besoin sur le marché.

Les données de la MSNA entre 2022 et 2023 montrent une augmentation des ménages déplacés rapportant avoir reçu de l'assistance alimentaire (distribution de nourriture) dans les régions du Sahel, du Plateau-Central, du Sud-Ouest, du Centre-Ouest, mais une diminution pour les ménages déplacés de la Boucle du Mouhoun (2022 : 71% | 2023 : 51%). Les autres régions ne montrent pas d'évolution significative de la réception d'assistance alimentaire.

Utilisation de la nourriture : Défis de stockage, d'hygiène et d'utilisation de combustibles potentiellement toxiques

Presque la moitié (41%) des ménages déplacés ont rapporté des problèmes pour stocker l'eau et la nourriture dans leur espace domestique par manque de place. Bien qu'une grande majorité (98%) des ménages ait rapporté se laver les mains avant de manger, de nombreux ménages (Non-PDI: 49% | PDI: 64%) ne rapportaient pas se laver les mains avant de préparer les aliments, notamment presque 3/4 des ménages au Nord, au Sahel et au Centre-Est. Pour la cuisson des aliments, la majorité des ménages, et particulièrement les ménages déplacés (Non-PDI: 78% | PDI : 99%) ont rapporté utiliser majoritairement le bois comme ressource pour cuisiner, et ce dans l'ensemble des régions à l'exception du Centre (utilisation de gaz). Le charbon était également rapporté par près de la moitié des ménages non-déplacés (45%), principalement dans la moitié ouest du pays (Sud-Ouest: 58% | Hauts-Bassins: 57% | Centre-Ouest : 47% | Cascades : 44% | Boucle du Mouhoun : 44%).

Carte 5 | % de ménages n'ayant pas rapporté se laver les mains avant de préparer les aliments pour la cuisine, par province





Urgence en Eau, Hygiène et Assainissement : Accès précaire à l'eau et aux latrines, en particulier pour les ménages déplacés

Eau : Accès difficile à l'eau et vulnérabilité des points d'eau

La situation critique de l'accès à l'eau domine les défis en EHA, avec deux tiers (60%) des ménages ayant rapporté des problèmes d'accès à l'eau, accentués chez les ménages déplacés (79%). Une préoccupation majeure réside dans les temps d'attente et de collecte d'eau, avec des temps d'attente de plus de trente minutes rapportés par presque la moitié (47%) des ménages et atteignant plus de deux tiers (65%) chez les ménages déplacés, particulièrement dans les régions du Sahel, du Centre-Nord et de l'Est. Cette situation s'aggrave par rapport à 2022, avec une augmentation notable chez les non-déplacés (45% en 2023 contre 30% en 2022).

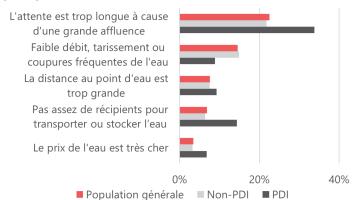
Plus de 2/3 (65%) des ménages déplacés ont rapporté passer plus de 30 minutes pour attendre et collecter l'eau au point d'eau

Les tensions aux points d'eau représentent une menace sérieuse, signalées par un tiers (33%) des ménages, en particulier au Sahel (67%) et à l'Est (58%). De plus, les attaques ciblées aux points d'eau sont en augmentation depuis 2021, avec 33 incidents signalés entre janvier et septembre 2023¹⁹. Ces incidents incluent la destruction ou la contamination de points d'eau, le sabotage de réseaux, la destruction de camions de water trucking, des menaces aux usagers et des interdictions d'accès, ainsi que des sabotages de réseaux électriques entraînant une interruption du service d'eau.

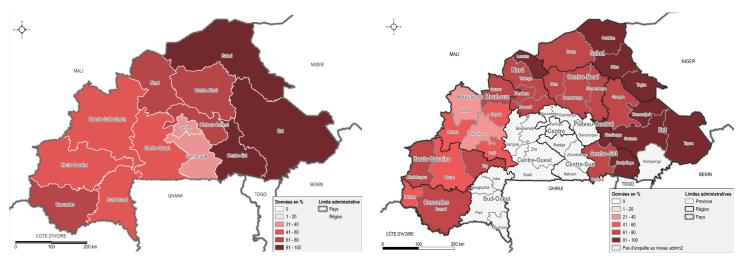
La manifestation d'un déficit en eau par 1/5 (17%) des ménages souligne une inquiétude cruciale sur la quantité d'eau disponible pour les ménages. Des disparités se dessinent entre les ménages non déplacés (17%) et ceux déplacés (26%). 15% des ménages souffrent d'un approvisionnement en eau inférieur à ce seuil critique d'urgence de 15 litres par jour par personne, accentuant la pression sur les ressources hydriques, particulièrement dans les régions du Sahel, du Centre-Est et de l'Est.

En ce qui concerne la qualité de l'eau, on remarque qu'une majorité des ménages (93%) rapportaient avoir accès à des sources d'eau améliorées. Cependant, dans les régions du Nord et de la Boucle du Mouhoun presque un quart des ménages a rapporté utiliser des sources d'eau non-améliorées, principalement les puits non-protégés. Dans la région du Nord, les données du HSM montrent une augmentation des localités où l'utilisation de sources d'eau non-améliorées est rapportée comme principale source d'eau au cours de l'année 2023²⁰.

Graphique 2 | % de ménages ayant rapporté des problèmes d'accès à l'eau (60% des ménages), par type de problème principal



Carte 6 | % de ménages ayant rapporté des problèmes d'accès à l'eau, par région et par province





Assainissement : Accès difficile à des latrines améliorées et défis en assainissement

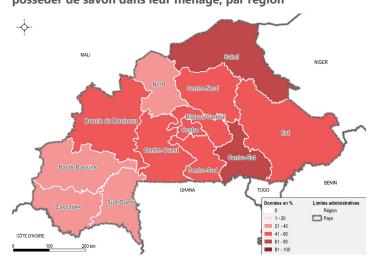
Les problèmes d'accès aux installations sanitaires sont également notables, avec un quart (23%) des ménages ayant rapporté ne pas utiliser de latrines améliorées. Les personnes déplacées depuis moins de 3 mois dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre, du Centre-Ouest, des Hauts-Bassins et du Sud-Ouest sont particulièrement touchées. Les problèmes comprennent le manque de latrines (48%), la surpopulation (35%) et l'absence de séparation hommes/femmes (23%). Ces conditions précaires contribuent significativement à la défécation à l'air libre (DAL), rapportée par 14% des ménages, et les ménages font état de problèmes liés à l'assainissement dans leur environnement proche (42%). La pratique de la DAL étant rapportée dans plus de la moitié des localités des régions de l'Est, du Nord et du Sahel²¹, accroît considérablement les risques de maladies hydriques, en particulier la diarrhée chez les enfants²².

Ces problèmes d'assainissement sont étroitement liés aux difficultés d'accès aux installations sanitaires, et une proportion significative de ménages (25%) a rapporté des problèmes simultanés d'accès aux installations sanitaires et aux infrastructures de santé.

Hygiène : Interconnexion avec les défis d'hygiène

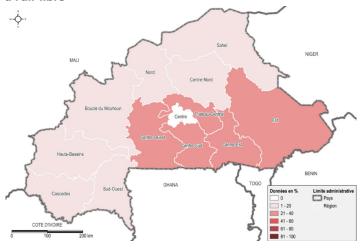
Les défis en eau et assainissement, qui exposent les ménages à des risques de propagation de maladie, se croisent avec les problèmes d'hygiène corporelle. En effet, la majorité des ménages (57%) rapportent des dispositifs de lavage des mains non-fonctionnels, c'est-à-dire sans eau ou sans savon, malgré une amélioration par rapport à 2022 (74%). Le lavage des mains, lorsque celui-ci a lieu, ne garantit pas vraiment une désinfection des agents pathogènes, avec un tiers des ménages non-déplacés (27%) et la moitié des ménages déplacés (47%) rapportant ne pas avoir de savon dans leur ménage, particulièrement les ménages déplacés au Centre-Est (69%), au Sahel (62%) et au Plateau-Central (60%).

Carte 7 | % de ménages déplacés ayant rapporté ne pas posséder de savon dans leur ménage, par région





Carte 8 | % de ménages ayant rapporté pratiquer la défécation à l'air libre



Appel à l'action : Renforcer la réponse en EHA

Le paysage complexe des besoins en EHA requiert une réponse stratégique et coordonnée. Seulement 8% des ménages ont rapporté avoir bénéficié d'une assistance en eau, soulignant le besoin critique d'intensifier les efforts d'intervention. En ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement, 13% des ménages ont reçu une assistance. Ces chiffres indiquent une lacune importante dans la couverture des besoins fondamentaux en EHA, nécessitant une mobilisation accrue des acteurs humanitaires et des partenaires pour fournir un soutien adéquat aux populations touchées.

Les besoins exprimés par la population générale, qu'elle soit déplacée (PDI) ou non-déplacée (Non-PDI), indiquent une préoccupation généralisée (tableau 4). Ces chiffres soulignent l'ampleur des défis et la nécessité d'une action urgente pour répondre aux besoins de la population.

Tableau 4 | % de ménages ayant rapporté un besoin d'accès à l'eau, à des latrines et une meilleure hygiène de vie comme un des 3 besoins prioritaires des hommes et des femmes

	Population générale	Non-PDI	PDI		
Femmes	19%	19%	22%		
Hommes	15%	15%	18%		



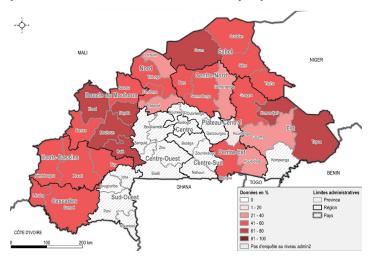
Obstacles aux soins de santé : Accès restreint et formations sanitaires fragilisées

Barrières d'accès aux soins et aux infrastructures de santé

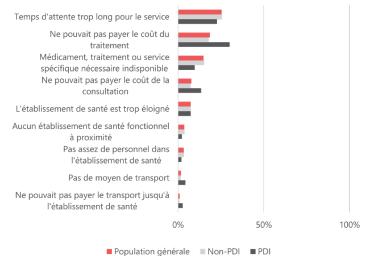
Les barrières d'accès aux soins de santé sont très présentes, affectant près de la moitié des ménages (48%). Ces obstacles, tels que les temps d'attente excessifs (25%), les coûts de traitement élevés (19%), et l'indisponibilité de médicaments nécessaires (15%), créent des défis considérables pour ceux qui cherchent des soins médicaux.

Les attaques sur les services de santé, les formations sanitaires saccagées (124 en 2023²³), et les aires sanitaires abritant des personnes déplacées (16%) indiquent une détérioration de l'infrastructure médicale. 504 formations sanitaires (17%) auraient été partiellement endommagées et 347 (11%) partiellement ou non-fonctionnelles en fin 2023²⁴. Cette situation se traduit par une privation potentielle de soins pour plus de 3,6 millions de personnes, selon les estimations du Cluster Santé en novembre 2023²⁵. Dans la province de l'Oudalan, au Sahel, un tiers (28%) des ménages rapportaient ne pas avoir accès à une infrastructure de santé fonctionnelle.

Carte 8 | % de ménages déplacés ayant rapporté des barrières pour accéder à l'infrastructure de santé, par province



Graphique 3 | % de ménages par barrières rapportées pour accéder à l'infrastructure de santé



La fermeture de nombreuses formations sanitaires, en particulier dans des régions clés comme le Sahel, le Centre-Nord, le Nord, l'Est, et la Boucle du Mouhoun, contribue à la crise d'accessibilité aux soins. Avec 402 établissements fermés et 374 fonctionnant au minimum. la situation compromet sérieusement la disponibilité des services de santé²⁶. Les cas de dengue interpellent en 2023, avec 146 878 cas suspectés et 688 décès enregistrés au 18 décembre 2023, faisant du Burkina Faso le pays le plus affecté en Afrique subsaharienne²⁷. Ces cas de dengue ont été principalement rapportés dans les deux grandes villes du pays, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso²⁸, mais le manque de moustiquaires, signalé par un quart (24%) des ménages non-déplacés et un tiers (35%) des ménages déplacés, est particulièrement préoccupant, notamment dans les régions du Centre-Est, des Cascades et du Plateau-Central.

En dépit de ces défis, seulement 2% des ménages nondéplacés et 10% des déplacés ont rapporté avoir reçu une assistance en santé au cours des 12 mois précédant la collecte de données. Cela souligne la nécessité d'intensifier les efforts pour répondre aux besoins de soins de santé, surtout chez les populations déplacées.

Une situation nutritionnelle à surveiller²⁹

L'analyse IPC sur la malnutrition aiguë menée d'août 2023 à juillet 2024 dans 37 des 45 provinces du Burkina Faso révèle une amélioration nutritionnelle durant la période projetée 1 (février-avril 2024), mais prévoit une détérioration durant la période projetée 2 (mai-juillet 2024), notamment dans la province du Séno passant de la Phase 3 à 4 de l'IPC MNA en l'absence d'interventions³⁰. Les facteurs de risque incluent les faibles consommations alimentaires, les pratiques alimentaires et de soins de santé inadéquates, les conditions d'hygiène défavorables, l'accès limité à l'eau potable et à l'assainissement, ainsi que l'insécurité alimentaire aiguë et la détérioration du contexte sécuritaire, entraînant la fermeture des centres de santé et l'inaccessibilité des zones³¹.

Préoccupations en matière de santé mentale et soutien psychosocial (SMSPS)

Des symptômes de détresse mentale et d'une déficience fonctionnelle, rapportés par plus d'un tiers (38%) des répondants non-déplacés et plus de deux tiers (65%) des répondants déplacés³², indiquent une demande importante de services dans ces domaines, surtout dans les régions de l'Est, du Sahel, de la Boucle du Mouhoun, du Nord et du Centre-Nord. Les déplacés, en particulier les femmes, semblent être plus exposés à des éléments de détresse mentale nécessitant un soutien psychosocial, en particulier dans les provinces du Loroum (78% des répondants déplacés), du Bam (52%), du Yagha (39%) et du Sanmatenga (39%). Ces symptômes de détresse coïncident avec des chocs liés aux dimensions économiques et de protection, notamment une vulnérabilité aux violences basées sur le genre (VBG).



REMERCIEMENTS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :





FINANCÉE PAR:







AVEC LE SOUTIEN DE:







A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'Acted et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Méthodologie. Les résultats présentés se basent sur un total de 6 590 enquêtes ménages, dont 3 308 ménages non-déplacés et 3 282 ménages déplacés, réalisés en face-à-face, au téléphone ou dans des tiers-lieux entre le 06 juin et le 19 juillet 2023 dans l'ensemble du territoire burkinabè. Les résultats sont représentatifs avec un niveau de confiance à 90% et une marge d'erreur à 10% pour les enquêtes réalisées en personne auprès des ménages non-déplacés, pour lesquels un échantillonnage proportionnel à la taille de la population en grappes stratifié à deux étapes a été réalisé. Les enquêtes réalisées à distance ou auprès des ménages déplacés procurent des données indicatives, l'échantillonnage des ménages déplacés ayant été calculé sur la base d'une méthode non-probabiliste par quotas. Les données de population se basent sur les données de densité de population de Meta for Good³³ pour les ménages non-déplacés et sur les données du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) pour les ménages déplacés³⁴.

Note - Pour plus d'information, merci de vous référer aux Termes de Référence de la recherche, ainsi qu'à la note méthodologique de l'analyse MSNA.



BRIEF SANTE PUBLIQUE | BURKINA FASO

NOTES

- 1 D'après le suivi de la réponse en EHA au Burkina Faso en 2023, plus d'un tiers (38%) des personnes ciblées n'avait pas un accès durable à au moins 15 litres d'eau par jour par personne aux normes de qualité standards. 50% des personnes ciblés pour une réponse en EHA n'avait pas été atteinte. OCHA, <u>Humanitarian Action: Analysing needs and response. Burkina Faso 2023</u>, avril 2024.
- 2 Les données du Cadre Harmonisé de novembre 2023 ont été utilisées : Cadre Harmonisé, <u>Fiche de communication : Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire aigüe et projetée</u>, novembre 2023.
- 3 Les données sur le nombre de déplacés utilisées pour cette analyse sont : Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), <u>Situation des PDI par communes accueil 31 mars 2023</u>, mars 2023.
- 4 A noter que pour ces provinces, les enquêtes ont été principalement conduites dans les centres urbains des principales communes en raison de contrainte d'accès.
- 5 Dans la MSNA 2023, parmi les 6 590 ménages enquêtés, 9% étaient dirigés par des femmes et 91% étaient dirigés par des hommes. Les désagrégations par genre du ou de la chef.fe de ménage sont donc indicatives.
- 6 European Comission, INFORM Country Risk Profile 2024, avril 2024.
- 7 Les données de la MSNA ont été analysées à travers une méthodologie d'analyse spécifique permettant d'évaluer la sévérité des besoins sectoriels et multi-sectoriels des ménages. L'analyse repose sur un processus d'agrégation en deux étapes : 1. Agrégation des indicateurs au niveau sectoriel en construisant des "manque en termes de niveau de vie" (LSG), c'est-à-dire des combinaisons d'indicateurs sectoriels permettant d'identifier un besoin du ménage dans un secteur donné ; 2. Agrégation des LSG sectoriel en un résultat composite multisectoriel appelé "indice des besoins multisectoriels" (MSNI). Vous pouvez consulter cette méthodologie <u>ici</u>. 8 Idem.
- 9 Idem.
- 10 Dans l'analyse MSNA, les sources de revenus stables inclues le travail salarié, les revenus de propre entreprise ou commerce et les revenus issus de la location, tandis que les sources de revenus instables ou saisonnières comprennent le travail occasionnel ou journalier, la production personne, les prestations sociales ou aides gouvernementales, les prêts bancaires et les transferts d'argent (famille, amis, etc) et les sources de revenus d'urgence sont les prêts ou soutien de la part de la famille/amis, les prêt, soutien ou dons de bienfaisance de membres de la communauté et l'aide humanitaire (ONG ou UN).
- 11 Le pourcentage présenté ici est calculé sur l'ensemble des ménages ayant rapporté ne pas avoir de sources de revenus stables.
- 12 Les pourcentages présentés ici sont calculés sur l'ensemble des ménages ayant rapporté une diminution de revenus dans les 30 jours précédant la collecte de données MSNA.
- 13 REACH, <u>Humanitarian Situation Monitoring</u>, décembre 2023. Le HSM est une enquête de suivi trimestriel de la situation humanitaire conduite dans la zone des trois frontières au Mali, Burkina Faso et Niger. Au Burkina Faso, cette enquête couvre 4 régions, à savoir le Nord, le Sahel, le Centre-Nord et l'Est.
- 14 Fews Net, Matrix Analysis. Integrated analysis of survey-based indicators for classification of acute food insecurity, Mai 2021.
- 15 Cadre Harmonisé, <u>Fiche de communication</u>: <u>Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire aigüe actuelle et projetée</u>, mars 2023.
- 17 REACH, Burkina Faso: Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM), 16-24 janvier 2024.
- 18 Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), <u>Indice Harmonisé des Prix à la Consommation</u>, février 2024.
- 19 Cluster WASH Burkina Faso, Alertes sur les attaques aux points d'eau au Burkina Faso, 15 octobre 2023.
- 20 REACH, <u>Humanitarian Situation Monitoring</u>, décembre 2023.
- 21 Idem.
- 22 Organisation Mondiale de la Santé, Maladies diarréhiques, mai 2017.
- 23 Cluster Santé Burkina Faso, <u>Bulletin n.9 du Cluster Santé</u>, novembre 2023.
- 24 Health Resources and Services Availability Monitoring System (HeRAMS), <u>Burkina Faso</u>, 2023.
- 25 Cluster Santé Burkina Faso, <u>Bulletin n.9 du Cluster Santé</u>, novembre 2023.
- 26 Idem.
- 27 Organisation Mondiale de la Santé, <u>Multi-country Outbreak of DENGUE</u>, décembre 2023.
- 28 Idem.
- 29 La MSNA 2023 au Burkina Faso ne permet pas de conclure sur les besoins en nutrition.
- 30 Cadre Harmonisé, Fiche de communication : Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire aigüe actuelle et projetée, mars 2023.
- 31 Idem
- 32 Il s'agit des répondant.e.s ayant rapporté « de temps en temps », « la plupart du temps » ou « tout le temps » à au moins un des 6 indicateurs de santé mental et soutien psychosocial évalués dans la MSNA 2023 selon le module A du WASSS. OMS-UHHCR, <u>Assessing mental health and psychosocial needs and resources Toolkit for humanitarian</u> settings, 2012.
- 33 Meta for Good, Cartes de densité de population et d'estimations démographiques, avril 2021.
- 34 CONASUR, <u>Situation des PDI par communes accueil 28 février 2023</u>, mars 2023

